



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Frigate Life Extension (FELEX) Project / Bureau de
projet de prolongation de la vie des frégates (BP
FELEX)

455 Blvd de la Carrière

Gatineau

Quebec

K1A 0K2

Title - Sujet Contrat soutien en service SCCH		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-168150/D		Amendment No. - N° modif. 010
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-168150		Date 2020-01-08
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FX-008-27388		
File No. - N° de dossier 008fx.W8482-168150	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-01-27		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fortin, Marie-Andrée		Buyer Id - Id de l'acheteur 008fx
Telephone No. - N° de téléphone (819) 939-3234 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**Soutien en service des systèmes de combat des navires de la classe
Halifax
Demande de propositions – Questions et réponses
Modification n° 010**

La présente modification vise à répondre aux questions reçues concernant la demande de propositions (DP).

Q186 - Le Canada dispose de contrats avec les fabricants de l'équipement d'origine (FEO) du groupe d'équipement (GE) des systèmes de combat de la classe Halifax (SCCH) pour la fourniture de services de réparation et de révision (R et R), d'équipement et de pièces de rechange. En raison de la portée des travaux du contrat de soutien en service (SES) pour les SCCH, les activités des FEO seront accrues et des contrats de sous-traitants seront établis entre l'entrepreneur principal du SS pour les SCCH et les FEO. On peut imaginer que ces nouveaux contrats de sous-traitance seront mis en place pendant la transition de la relation contractuelle avec les FEO, qui passera du Canada à l'entrepreneur principal du SES pour les SCCH, effectuée pendant la phase de démarrage.

Les questions suivantes concernent l'article 2.5.1, Phase de démarrage de l'ETE, et l'article 06, Contrat de sous-traitance, du document 2035, Conditions générales - besoins plus complexes de services. On demande au Canada de bien vouloir répondre aux questions suivantes qui portent sur le rôle qu'il entend jouer dans l'établissement de la nouvelle relation contractuelle entre les FEO et l'entrepreneur principal du SES pour les SCCH.

Question 1) Est-ce que le Canada devra approuver les modalités des contrats de sous-traitance passés par l'entrepreneur principal du SES des SCCH?

Question 2) Étant donné que les FEO sont des sous-traitants exclusifs et qu'ils peuvent refuser d'accepter les modalités découlant du contrat principal, dans l'éventualité d'un tel refus, le CANADA donnera-t-il son approbation écrite selon laquelle les FEO ne sont pas liés par des conditions compatibles avec les conditions du contrat principal ou moins favorables pour le Canada?

Question 3) Étant donné que les FEO sont des sous-traitants exclusifs que le CANADA a demandé à l'entrepreneur principal d'utiliser, le CANADA dégagera-t-il l'entrepreneur principal de toute responsabilité si les FEO causent des dommages dépassant les limites de leur contrat de sous-traitance individuel ou s'ils manquent aux obligations de leur contrat de sous-traitance en dépit du fait que l'entrepreneur principal a fait preuve de diligence raisonnable dans la gestion du contrat de sous-traitance?

Question 4) Est-ce que le Canada devra approuver les modalités des contrats de sous-traitance passés par l'entrepreneur principal du SES des SCCH?

R186 – 1) Non.
2) Non.
3) Non.
4) Veuillez consulter toutes les modalités contractuelles sur les travaux de réparation et de révision ainsi que sur les travaux ponctuels, y compris les dispositions de la Base de paiement. Les prix, ainsi que la ventilation de ces derniers, devront être inclus dans la proposition du contrat relative à tout travail ponctuel. Le Canada n'émettra pas une tâche

à moins que les modalités de la proposition de l'entrepreneur pour la tâche soient acceptables pour le Canada.

Q187 – Source : Modification n° 9, Partie 1 – Modifications à la DP, O4 Représentant de la côte est et O5 Représentant de la côte ouest. Il est indiqué que le Canada a remplacé entièrement les critères techniques obligatoires O4 et O5. On peut lire ceci : « *Six (6) ans d'expérience au cours des dix (10) dernières années précédant la clôture des soumissions en ingénierie des systèmes ou en maintenance des systèmes de combat de la Marine canadienne* ». Est-ce que le Canada peut confirmer que la prestation de formation en ingénierie des systèmes ou en maintenance des systèmes de combat de la Marine canadienne est toujours acceptable, conformément à la réponse à la question 170?

R187 - La réponse à la question 170 de la modification 6 est toujours valide.

Q188 - Source : Modification n° 8, réponse 173 et modification n° 9, réponse 183. Comme décrit dans l'article 7.2 de la DP, le SES pour les SCCH comporte deux catégories de travaux : Les travaux de gestion ou les travaux ponctuels, définis comme suit :

« Travaux de gestion

Les travaux de gestion : les travaux de gestion comprennent les activités de mise sur pied, de planification, d'organisation, de détermination et de contrôle nécessaires à l'exécution du travail, comme le précise l'annexe A - Énoncé des travaux à exécuter (ETE).

Travaux ponctuels :

Les travaux ponctuels : les travaux ponctuels sont les travaux autres que les travaux de gestion précisés à l'annexe A - Énoncé des travaux à exécuter ».

Étant donné qu'il est entendu que TOUS les travaux de SES pour les SCCH n'entreront que dans l'une de ces deux catégories, le Canada est prié d'indiquer clairement la définition de « Tout autre travail potentiel » car la définition des travaux dans la DP indiquerait que cet « autre travail potentiel » ne fait pas partie de la portée SES pour les SCCH et ne devrait pas être pris en compte.

R188 - Aux fins des engagements en matière de RIT et de PV, « tout autre travail potentiel réalisé au Canada » sera considéré comme un travail ponctuel. Consulter la réponse 154 de la modification 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Q189 - Source : modification n° 8, Plan d'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur (PV). Les instructions à l'intention des soumissionnaires ont été modifiées pour y intégrer un libellé précisant que la valeur des engagements en matière de travaux ponctuels, de recherche et développement (R&D) et de développement des compétences et formation (DC&F) « sera arrondie au nombre entier le plus proche ». Comme les pourcentages ne sont généralement pas considérés comme des nombres entiers, pouvez-vous confirmer si l'intention était d'arrondir au pourcentage entier le plus proche? Par exemple, le soumissionnaire prend un engagement de 7,6 % à l'égard de la R-D et ce pourcentage serait arrondi à 8 % aux fins de l'évaluation.

R189 - Oui, l'intention est d'arrondir au pourcentage entier le plus proche. Par exemple, si le soumissionnaire prend un engagement de 7,6 % contre la R-D ce serait arrondi à 8 % aux fins de l'évaluation.

Toutes les autres modalités demeurent inchangées.